

*Initiatives ministérielles*

● (1020)

Si nous avons continué avec le déficit que nous avons, les hausses des taux d'intérêt auraient très rapidement empêché l'investissement dans le secteur privé et, par conséquent, empêché la création d'emplois. Ce que nous avons fait, c'est de permettre des conditions économiques dans le pays qui encouragent l'investissement et, par conséquent, la création d'emplois dans le secteur privé.

Lorsque le député d'en face dit que la région de l'Outaouais, ma région, est gardée dans la dépendance par le gouvernement fédéral, il n'a aucune connaissance de ce qui se passe dans la région. Si vous regardiez le recensement de 1971, vous verriez qu'à ce moment-là, un emploi sur trois était dans la fonction publique. L'an dernier, le nombre d'emplois dans la fonction publique dans la région a diminué à un sur cinq.

Par conséquent, 80 p. 100 des emplois dans la région ne dépendent pas de la fonction publique. Il y a plus d'emplois dans la région de la Capitale nationale dans le secteur des services qu'il y en a au gouvernement. C'est à partir de cette diversification économique nécessaire que notre gouvernement a établi le plan pour la région qui va permettre au secteur privé de créer les emplois dont nous avons besoin et qui va permettre de réduire le fardeau d'une fonction publique trop grande qui était imposée aux contribuables.

Dans le cas des producteurs de lait, j'ai une question à poser au député d'en face. Les producteurs de lait du Québec produisent 48 p. 100 du lait du Canada et l'exportent ailleurs au pays. Si, par hasard, il y avait séparation, où vendraient-ils leur lait, ce lait qui coûte deux ou trois fois plus cher que ce qu'on peut obtenir aux États-Unis? Il est clair que les autres régions du Canada se le procureraient là où elles peuvent l'avoir à meilleur prix. La séparation détruirait complètement l'industrie laitière du Québec. Alors que nous ajustons les prix au niveau national sur une certaine période, lui, il veut détruire l'industrie du lait au Québec.

Lorsqu'on parle de fonctionnaires, le véritable chiffre pour l'Outaouais, si je compte les cinq comtés provinciaux et les trois comtés fédéraux, c'est 3 000. Or, ils disent qu'ils vont réabsorber les fonctionnaires fédéraux qui, au Québec, sont au nombre de 50 000, plus les autres 50 000 fonctionnaires qui dépendent d'eux. Ils parlent d'une comparaison entre 3 000 personnes dans l'Outaouais et 100 000 au Québec. Ils nous font croire qu'ils vont les réabsorber, mais cela leur coûterait 4,4 milliards de dollars.

Étant donné l'analyse qui a été faite par mon confrère, la question que j'ai à lui poser est: Connaît-il suffisamment le Québec pour espérer créer un avenir meilleur que celui que nous, les fédéralistes, avons trouvé bon depuis 125 ans?

**M. Bergeron:** Monsieur le Président, j'ai un peu de difficulté avec les propos un peu ronflants que le ministre vient de tenir. Lorsqu'il prétend qu'il s'est créé à travers le Canada plus de 400 000 emplois, lorsqu'il prétend qu'au Québec, on a créé des milliers d'emplois, il laisse entendre à la population que c'est grâce au gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral, l'année dernière, n'a mis sur pied absolument aucun programme de création d'emplois, sinon le programme d'infrastructures, qui est un programme d'emplois temporaires. Il se laisse aller sur la vague de la reprise économique. Il y a création d'emplois et il dit: «Regardez comme on est bons, on a créé des emplois.» C'est tout à fait insidieux, c'est tout à fait faux. Le gouvernement fédéral n'y est strictement pour rien. Je trouve un peu spécial de voir le ministre s'en targuer et se pêter les bretelles en disant: «Nous avons créé de l'emploi.»

Il prévoyait créer 45 000 emplois temporaires grâce au programme d'infrastructures, et de l'autre côté, il coupe 45 000 emplois dans la fonction publique. Alors, je prends acte de ce que le ministre nous dit aujourd'hui, à savoir qu'il n'y aura que 3 000 emplois de perdus dans l'Outaouais. J'ose espérer qu'il dit vrai. On l'aura à l'oeil, la région également. On espère qu'effectivement, ça ne se limitera qu'à 3 000.

Mais cela ne règle pas le problème fondamental. Le ministre prétend bien connaître l'Outaouais, mais peut-être que s'il participait plus activement aux travaux de l'Outaouais de la Commission sur l'avenir du Québec, il verrait que sa connaissance de l'Outaouais est partielle et partielle, dans le sens où plusieurs intervenants qui ont comparu devant cette commission nous ont répété—ce n'est pas moi qui le dis—que la région était dépendante économiquement du gouvernement fédéral.

Le ministre nous a avancé des chiffres tout à l'heure. Il a dit qu'un emploi sur trois dépendait de la fonction publique dans l'Outaouais. Maintenant on est à un sur cinq. Avec les coupures qu'ils font, on sera peut-être rendu à un sur dix à un moment donné. Ce que je veux dire, c'est que compte tenu de la dépendance économique que le gouvernement fédéral a artificiellement créée dans l'Outaouais, est-ce que le gouvernement fédéral—et le ministre n'a pas répondu à cette question—s'engage à compenser financièrement l'Outaouais par un investissement dans un fonds de diversification économique pour compenser le nombre d'emplois perdus dans la fonction publique? Pour revenir à la fameuse question, si je peux appeler cela une question, c'est bien plus une affirmation, je n'utiliserai pas le terme malhonnête, mais très. . .

● (1025)

**Une voix:** Très pernicieuse.

**M. Bergeron:** . . .pernicieuse, merci mon cher collègue, très pernicieuse à l'effet que la souveraineté détruirait l'industrie laitière québécoise. D'abord, je dois manifester ma déception la plus complète devant le manque de confiance que le ministre a dans l'industrie laitière québécoise, d'une part, et, d'autre part, il devrait savoir que le lait du Québec est probablement le lait de la plus grande qualité en Amérique du Nord. Et cela c'est indéniable. C'est le meilleur. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Si on veut acheter un produit de qualité, il n'y a pas de problème, le lait du Québec peut rencontrer les meilleurs standards à travers le monde.